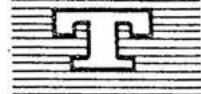


NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE



T/AC.41/SR.17
1er août 1951
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

DOCUMENTS
INDEX UNIT

MASTER

25 SEP 1951

Neuvième session



COMITE AD HOC POUR LES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DIX-SEPTIEME SEANCE

Tenue à Flushing Meadow, New-York,
le mercredi 18 juillet 1951, à 10 heures 30

SOMMAIRE

- Pétitions concernant le Togo sous administration britannique (T/L.178, T/L.178/Add.1 ; T/AC.41/L.9, T/PET.6/214, T/860 ; T/PET.6/206, T/PET.6/206/Add.1, T/PET.6/206/Add.2, T/PET.6/206/Add.3, T/PET.6/219, T/PET.6/219/Add.1, T/PET.6/219/Add.2, T/PET.6/219/Add.3, T/PET.6/243, T/861 ; T/PET.6/215, T/863 ; T/PET.6/220, T/925 ; T/PET.6/223, T/930 ; T/PET.6/241).

51-15504

PRESENTS

<u>Président</u> :	Le prince Wan WATTAYAKON	Thaïlande
<u>Membres</u> :	M. QUESADA ZAPIOLA	Argentine
	M. WENDELEN	Belgique
	M. STRONG	Etats-Unis d'Amérique
	M. SCOTT	Nouvelle-Zélande
	M. SOLDATOV	Union des Républiques socialistes soviétiques

Egalement présents :

M. MATHIESON	Royaume-Uni, Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique
M. ENCOR	Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle du Togo sous administra- tion britannique
M. ANTOR	Représentant du <u>Togoland Congress</u>
<u>Secrétariat</u> : M. RAPOPORT	Secrétaire du Comité

PÉTITIONS CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE (T/L.178,
T/L.178/Add.1, T/AC.41/L.9)

Question des pétitions au sujet desquelles M. Antor sera autorisé à présenter un exposé oral

Sur l'invitation du Président, M. Mathieson, représentant du Royaume-Uni, Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique, et M. Ensor, Représentant spécial pour le Territoire du Togo sous administration britannique, prennent place à la table du Comité.

Sur l'invitation du Président, M. Antor, représentant du "Togoland Congress" prend place à la table du Comité.

M. ENSOR (Représentant spécial), parlant au double titre de Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique et de représentant du Royaume-Uni, dit qu'à son avis la pétition du Chef suprême Nyangasi (T/PET.6/274 - T/PET.7/232) autorise, dans une certaine mesure, le représentant du Togoland Congress à revendiquer le droit de prendre la parole au sujet des pétitions du Alpini State Council, bien que les pétitionnaires ne représentent que sept divisions de l'Alpini State.

M. Ensor ne contestera donc pas le droit du représentant du Togoland Congress d'examiner l'une quelconque des pétitions énumérées au document T/AC.41/L.9.

Le PRÉSIDENT demande au Comité s'il accepte d'entendre M. Antor à propos de l'examen des pétitions dont la liste figure dans le document T/AC.41/L.9.

Il en est ainsi décidé.

Pétition de l'"Alpini State Council" (T/PET.6/214, T/860)

Répondant à une question soulevée au cours d'une séance précédente, M. ENSOR (Représentant spécial) dit que, d'après le recensement de 1948, la population des sept divisions représentées par les auteurs de la pétition de l'Alpini State Council s'élève à 6.500 habitants.

M. WENDELEN (Belgique) est d'avis que, dans sa résolution relative à la pétition de l'Akpini State Council, le Comité devrait prendre note des explications du représentant spécial et exprimer l'espoir que la population s'efforcera de coopérer à tous les efforts ayant pour objet d'encourager son association directe, grâce aux méthodes électorales, à un système de gouvernement plus représentatif.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que le Conseil de tutelle adoptera probablement une résolution relative aux problèmes d'ordre constitutionnel du Territoire et que cette résolution devrait également se trouver mentionnée /^{dans} la résolution du Comité.

Le PRESIDENT demande au Secrétariat de rédiger un texte de résolution conforme aux suggestions des représentants de la Belgique et des Etats-Unis.

Pétition de la "Togoland Union" (T/PET.6/206, T/PET.6/206/Add.1, T/PET.6/206/Add.2, T/PET.6/206/Add.3) - Pétition de M. Nana Buachie (T/PET.6/219, T/PET.6/219/Add.1, T/PET.6/219/Add.2, T/PET.6/219/Add.3) - Pétition de M. S.C. Antor (T/PET.6/243) (T/861)

M. ENSOR (Représentant spécial) dit que la première des pétitions a trait à une résolution adoptée au cours d'une réunion qui s'est tenue à Borada vers la fin de l'année 1950 et signée par des personnalités éminentes du Territoire. L'objet principal de cette pétition est de garantir qu'aucun obstacle ne s'opposera à l'unification des deux Togos. Le représentant spécial constate, en passant, que, cité hors de son contexte, le paragraphe 17 de la déclaration du Gouvernement de Sa Majesté sur la réforme constitutionnelle est peut-être quelque peu équivoque. En fait, cette déclaration ne concerne que les organismes régionaux et ne s'applique pas au fonctionnement de l'administration gouvernementale dans son ensemble.

En ce qui concerne le document T/PET.6/206/Add.1, le représentant spécial fait observer que l'Autorité chargée de l'administration a répondu par écrit à la communication, mais que la pétition ne reproduit pas le texte de cette réponse. Les signataires de cette pétition sont moins nombreux et occupent dans le Territoire une situation moins en vue que ceux de la première pétition; quant au troisième additif, il a été signé par des personnes d'importance presque négligeable. Le Président par intérim de la Commission politique qui a présenté

cette pétition est le chef de l'autorité indigène la plus mal dirigée du Territoire. Il se livre à une activité politique si intense que les besoins de l'administration locale se trouvent négligés. D'autre part, la lettre à l'administrateur de district, dont la résolution de la Commission politique du Togoland Congress (T/PET.6/206/Add.3) reproduit le texte, déforme la réalité. En premier lieu, le Fiava de Ve n'est pas chef suprême; en deuxième lieu, l'auteur de la pétition n'est pas chef en titre, mais régent; enfin, l'on n'avait demandé l'aide de l'administrateur de district que pour réparer une seule route et l'on a ensuite modifié le texte de manière à donner l'impression qu'il s'agissait de toutes les routes de la région. L'Autorité indigène est si mal dirigée que l'administrateur de district a refusé de prêter au chef l'équipement du district pour l'aider à réparer sa route.

Passant à la pétition de Nana Buachie, le représentant spécial fait observer que la pétition primitive a été soumise au Conseil de tutelle deux mois après l'expiration des délais d'inscription des électeurs. L'administrateur de district a procédé à une enquête sur place et a entendu les pétitionnaires, ainsi que d'autres personnes de la région de Jasikan. A cette époque, le pétitionnaire n'avait pas déposé sa plainte sous forme complète; c'est pourquoi les observations de l'Autorité chargée de l'administration concernant cette pétition (T/861) sont incomplètes.

Au cours de la session précédente du Conseil, M. Antor a soumis 86 bulletins d'enregistrement qu'il disait falsifiés. L'Autorité chargée de l'administration n'a disposé de ces bulletins qu'en mai. Des copies de ces bulletins ont été envoyées /^{par} avion dans le Territoire et on a procédé sur place à une enquête préliminaire. Dans son ensemble, le compte rendu de cette enquête contenu dans la pétition de Nana Buachie (T/PET.6/219/Add.3) est correct. Il semble en effet que le chef de Jasikan, par excès de zèle et non pas sous l'influence d'une pression quelconque de l'Autorité chargée de l'administration, ait estimé qu'un trop grand nombre d'autochtones négligeaient de s'inscrire en vue des élections. Il a donc chargé deux instituteurs désignés par lui de relever le nom /^{des} personnes qui avaient assisté aux réunions électorales et se trouvaient inscrites sur le rôle des contribuables. Lorsque Nana Buachie s'est aperçu de ces agissements, il a protesté et a demandé les apaisements coutumiers, qui lui ont été fournis.

L'Autorité chargée de l'administration pense que c'est pour cette raison que le pétitionnaire n'a pas fourni tous les renseignements ayant trait à sa plainte à l'administrateur de district lorsque celui-ci est venu étudier la question. Les 86 bulletins d'enregistrement avaient été pris par Nana Buachie au chef de Jasikan; ils étaient tous destinés à la circonscription électorale de l'ouest de Jasikan, seul endroit où il y ait eu des tentatives de falsification et n'ont jamais été utilisés. La législation du Territoire comporte des dispositions punissant les personnes qui falsifient les élections. Toutefois, en pareil cas, avant que des mesures puissent être prises, il faut qu'une plainte soit adressée à la police ou au Procureur. Etant donné qu'il n'y a pas eu plainte, il n'a pas été possible d'ouvrir une enquête approfondie dans le Territoire. Il n'a pas été question de falsification d'élections en d'autres endroits. Le représentant spécial fait observer que le vote n'est ^{pas} obligatoire; par conséquent, une personne qui n'a pas désiré se faire inscrire, même si son nom a été placé contre son gré sur la liste électorale, n'est pas obligée de voter et le stratagème reste sans effet.

M. ANTOR (Togoland Congress) dit qu'il est impossible à tous les principaux chefs d'assister constamment aux séances du Togoland Congress. C'est pourquoi le premier Congrès, qui a adopté la résolution contenue dans le document T/PET.6/206, avait désigné pour le représenter un groupe restreint et c'est ce groupe qui, agissant au nom du Congrès tout entier, a signé l'additif à la pétition originale.

M. Antor dit qu'il avait des milliers d'exemples de falsification d'enregistrement, mais que les difficultés du transport aérien l'ont obligé à n'apporter au Conseil qu'un échantillon de ces exemples.

Etant donné les conditions dans lesquelles se déroulaient les inscriptions en vue des élections, le Togoland Congress a invité instantanément la population du Territoire à ne pas se faire inscrire et a déclaré que toutes les inscriptions seraient nulles et non avenues. En certains cas, la totalité de la population d'un Etat s'est abstenue de se faire inscrire. Lorsque la population s'est fait inscrire, c'est parce qu'on lui a fait croire qu'elle remplissait des formules de recensement qui n'avaient aucun rapport avec les élections.

Le Togoland Congress a signifié à l'Autorité chargée de l'administration que les intérêts du Togo sous administration britannique n'ont pas été dûment pris en considération lors de la rédaction de la nouvelle Constitution, puisqu'aucun porte-parole de la population du Territoire n'a participé aux débats. Le Togoland Congress a donc affirmé que, dans ces conditions, la mise en vigueur de la nouvelle Constitution dans le Territoire serait arbitraire et qu'il refuserait d'y coopérer.

Répondant à M. WENDELEN (Belgique), M. ENSOR (Représentant spécial) précise que les élections se font au scrutin secret que le simple fait d'être inscrit sur la liste électorale n'oblige personne à prendre part aux élections.

M. ANTOR (Togoland Congress) reconnaît qu'il a été bien précisé à la population que l'enregistrement des électeurs n'oblige personne à voter. Cependant, les chefs du Territoire ont estimé que, puisqu'une certaine confusion entourait les élections et puisqu'aucun représentant du Togo sous administration britannique n'avait participé à l'élaboration de la nouvelle Constitution, il vaudrait mieux que les Togolais ne se fassent pas inscrire du tout. Ils ont fait savoir à la population que, dans moins d'un an, toutes les personnes originaires du territoire ayant atteint l'âge de vingt et un ans auraient une nouvelle occasion de se faire inscrire si elles le désiraient.

M. ENSOR (Représentant spécial) estime que le nombre total des personnes qui se sont fait inscrire dans le Territoire indique que l'ensemble de la population ne s'oppose ni à la nouvelle Constitution ni à l'inscription. Il est exact que, dans certaines régions, un certain nombre d'habitants ne se sont pas fait inscrire, mais ce refus ne s'explique pas toujours pour des raisons politiques.

Une grande majorité de la population a pris part aux élections, et le Southern Togoland Council a élu un membre de l'Assemblée législative.

Le représentant spécial pense qu'il serait exagéré de dire que le Togoland Congress représente l'ensemble du Territoire; il fait observer à ce propos qu'aucun membre de ce Congrès ne représente la partie septentrionale du Territoire. Même dans le sud, l'influence qu'exerce ce Congrès est assez limitée; elle ne s'étend qu'à l'Alando, une partie restreinte de Bouen et les sept divisions des Akpini States.

M. ANTOR (Togoland Congress) déclare que bien des membres du Southern Togoland Council étaient opposés à la participation aux élections et ont refusé d'y prendre part. Deux membres ont déclaré qu'ils étaient responsables devant l'administrateur de district et non devant l'autorité indigène et que, par conséquent, ils ne prendraient pas part à la désignation d'un représentant à l'Assemblée législative de la Côte de l'Or. Dans ces conditions, il est manifeste que le Conseil n'exprimait pas les vœux de l'ensemble de la population du Togo lorsqu'il a élu M. Asare membre de l'Assemblée législative. D'autre part, au moment de son élection, M. Asare n'était même pas inscrit sur la liste électorale, ce qui a obligé l'administrateur de district à déclarer, avant le scrutin, que ce n'était pas là un obstacle à l'élection de M. Asare.

Répondant à M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique), M. ENSOR (Représentant spécial) dit qu'un peu plus de 10 pour 100 de la population totale du Togo du Sud ne se sont pas fait inscrire.

M. ANTOR (Représentant du Togoland Congress) fait observer que, si les inscriptions ont été nombreuses dans l'Etat de Bouen, c'est surtout parce que de nombreux originaires de la Côte de l'Or sont établis dans la région; ayant intérêt à ce que la nouvelle Constitution de la Côte de l'Or soit adoptée, ils ont pris part aux élections.

M. ENSOR (Représentant spécial) fait remarquer à ce propos que, comme M. Sutherland l'a déjà dit au Conseil de tutelle, il est fort peu probable que des étrangers aient pu influencer le vote dans le Territoire. Conformément à la loi, toute personne désireuse de se faire inscrire sur les listes électorales doit résider depuis six mois dans le Territoire; étant donné que les élections ont eu lieu quatre mois après l'inscription, une résidence de près d'un an aurait été nécessaire. D'autre part, la population migrante dans l'Etat de Bouem / se compose, en grande partie, de personnes qui ne sont pas des sujets britanniques et qui n'ont pas par conséquent le droit de vote.

M. ANTOR (Représentant du Togoland Congress) signale que des étrangers pénètrent souvent dans le Territoire et y résident pendant plusieurs années avant de retourner chez eux.

Répondant à M. SCOTT (Nouvelle-Zélande), M. ENSOR (Représentant spécial) explique qu'un fonctionnaire a été désigné pour diriger les opérations d'inscription dans chaque sous-district du Territoire. C'est chez lui que se trouvaient les bulletins d'inscriptions et c'est à lui que devaient s'adresser les personnes désireuses de se faire inscrire. Ces fonctionnaires ont procédé à des enquêtes pour établir si des personnes désireuses de se faire inscrire avaient le droit de le faire, si elles étaient des sujets britanniques et si elles avaient payé leurs impôts. Les bulletins remplis ont été envoyés ensuite au bureau électoral central où l'administrateur de district les a revus pour vérifier s'ils ne contenaient pas d'irrégularités. Les listes électorales ont été établies sur la base de ces bulletins et affichées pendant trois semaines dans tout le Territoire. Des contrôleurs désignés pour chaque subdivision ont examiné les réclamations concernant les listes électorales. L'inscription avait un caractère entièrement libre et les intéressés devaient chacun signer un bulletin.

Conformément à la loi, toute personne a le droit de protester contre l'omission de son nom sur la liste électorale. Un tribunal siégeant à huis ouvert s'est réuni en vue de procéder à la révision annuelle des listes, dix jours après leur publication et six jours après que fut annoncée cette séance.

Pour s'assurer que les conditions relatives à la résidence étaient bien remplies, les fonctionnaires chargés des subdivisions ont procédé à des enquêtes et ont cherché à obtenir des preuves pour être certains que les intéressés résidaient effectivement dans le territoire. Une déclaration verbale faite par l'intéressé en présence de ses amis au sujet de la durée de sa résidence dans le Territoire était considérée comme suffisante.

M. ANTOR (Togoland Congress) fait observer qu'aux termes de la loi, les personnes qui n'ont pas demandé à être inscrites n'ont pas le droit de formuler des plaintes au sujet de l'inscription. La seule ressource qu'elles ont à leur disposition c'est de faire une déclaration sous serment et de la soumettre à une Cour supérieure. C'est précisément ce que le Congrès a fait, mais il a été informé que cette question dépassait la compétence de la Cour suprême.

M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) estime que les personnes qui n'ont pas fait usage de leur droit de se faire inscrire ne doivent pas avoir le droit de se plaindre que d'autres ^{l'aient} fait. Il se demande cependant si, au moment de l'inscription, on a expliqué cette situation d'une façon suffisamment claire à la population.

M. ENSOR (Représentant spécial) déclare que les dispositions législatives que vient de citer le représentant du Togoland Congress ne s'appliquent qu'aux pétitions relatives aux élections. Conformément à la loi, seuls les électeurs inscrits ont le droit de signer des pétitions relatives aux élections. La loi stipule cependant que, si une erreur grave s'est produite au cours des élections tenues dans le Territoire, toute personne ou groupe de personnes non inscrites peut en informer le Procureur.

Les plaintes concernant les irrégularités d'inscription relèvent du Code criminel. Cependant, pour que des poursuites criminelles de quelque nature que ce soit, puissent être engagées, il faut que des plaintes formelles soient adressées à la police.

Pour expliquer le but des élections et les méthodes d'inscription, les autorités ont publié des avis dans le Gold Coast Bulletin, qui est beaucoup lu

dans tout le Territoire. Elles ont fait distribuer des tracts et ont fait circuler des automobiles pourvues de hauts-parleurs; les administrateurs de district ont convoqué des réunions d'information de la population. On a indiqué d'une façon parfaitement claire que ceux qui ne se feraient pas inscrire ne pourraient pas prendre part au vote.

En terminant, le représentant spécial déclare qu'à l'heure actuelle les listes électorales dans le Togo du Sud ne serviront de base que pour les élections à l'Assemblée législative, bien qu'il se peut qu'à l'avenir elles soient utilisées pour les élections locales. Cependant, la question ne sera pas tranchée avant que les habitants autochtones aient eu une fois de plus la possibilité de se faire inscrire sur les listes électorales.

M. WENDELEN (Belgique) fait observer que la plainte du pétitionnaire ne porte pas seulement sur la question concrète des irrégularités commises lors de l'inscription, mais aussi sur une question plus vaste, celle de l'unification des deux Togos et de la participation du Territoire à la nouvelle organisation constitutionnelle ^{de} la Côte de l'Or. Le Comité pourrait formuler une recommandation au sujet de la question concrète, mais il ne peut s'occuper du problème plus vaste de l'unification et de la participation du Territoire à l'organisation législative que l'on est en train de mettre en vigueur dans la Côte de l'Or; ces dernières questions seront examinées par le Conseil en séance plénière et le Comité doit simplement attirer l'attention du pétitionnaire sur la résolution du Conseil qui y aura trait.

Le Conseil a toujours eu pour principe essentiel d'inviter les Autorités chargées de l'administration à préparer, aussi rapidement que possible, les habitants autochtones des Territoires sous tutelle à la participation à l'administration, en instituant une procédure d'élections sur les plans local et régional. Il conviendrait donc d'expliquer aux populations du Togo du Sud qu'elles n'ont pas intérêt à boycotter ou à saboter de quelque façon que ce soit l'opération préliminaire de toute élection qu'est l'inscription des électeurs et qu'elles risquent, en fait, de porter préjudice à leur propre cause et aux avantages qui les attendent en mettant en cause la validité de la procédure électorale à un moment où les élections constituent encore une innovation dans le Territoire.

M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) estime lui aussi que la résolution relative à la pétition ne devrait avoir trait qu'à la question précise des irrégularités d'inscription, étant entendu que plus tard on y ferait mention de toute résolution que le Conseil, siégeant en séance plénière, pourrait adopter au sujet des réformes constitutionnelles et de l'unification. Il n'est pas surprenant que les nouvelles méthodes d'inscription créent une certaine confusion dans une population qui est en train de passer de l'ancien système tribal à un stade de développement plus avancé. La résolution devrait inviter l'Autorité chargée de l'administration à veiller à ce que ces méthodes soient parfaitement expliquées à la population lors des élections suivantes et demander à la population autochtone d'apporter son concours au fonctionnement du nouveau système de représentation politique, car cela est dans son propre intérêt.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) estime que la résolution pourrait exprimer des regrets au sujet des irrégularités constatées et l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration s'efforcera de mieux expliquer les opérations électorales afin d'empêcher que de telles irrégularités se reproduisent à l'avenir. La résolution pourrait faire également mention des réformes constitutionnelles et souligner que le Conseil continuera à s'occuper de cette question et prendra les mesures nécessaires pour que les intérêts du Togo soient représentés d'une façon satisfaisante. La délégation des Etats-Unis estime que le Territoire sous tutelle aurait intérêt à participer à l'organisation constitutionnelle prévue pour la Côte d'Ivoire, bien qu'il soit trop tôt encore pour savoir si la présente Constitution accorde au Togo des garanties suffisantes.

La résolution du Conseil pourrait également faire allusion à la décision qui sera prise en fin de compte au sujet de la réforme des institutions locales et régionales du Territoire, car c'est en développant de telles institutions qu'il sera possible de créer un corps électoral bien informé.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle la proposition que l'URSS a soumise au moment où les pétitions dont le Comité est saisi étaient présentées pour la première fois à la huitième session du Conseil et déclare que la résolution devrait inviter l'Autorité chargée de l'administration à créer, dans le Territoire, des organes législatifs et administratifs qui ne ^{seraient} /

pas subordonnés à des organes analogues reposant sur l'unification du Territoire avec les colonies britanniques voisines. A cette fin, elle devrait recommander que l'Autorité chargée de l'administration prenne des mesures législatives et autres permettant aux habitants autochtones d'être représentés au sein des organes législatifs, judiciaires, exécutifs et administratifs du Territoire.

Le PRESIDENT demande au Secrétariat de préparer des projets de résolution reflétant les vues des Etats-Unis, de la Belgique et de la Nouvelle-Zélande, d'une part, et de l'URSS, d'autre part.

Pétition des populations de Nanjuro et Nawuri dans la région de Kpandaï
(T/PET.6/215, T/863)

M. ENSOR (Représentant spécial) fait observer que la pétition qui fait l'objet du document T/PET.6/216 - T/PET.7/176 provient de la même région que la pétition dont le Comité est saisi, mais qu'elle a été classée parmi les pétitions des Ewés qui doivent être examinées par le Conseil en séance plénière.

La pétition soumise au Comité contient une annexe où l'Autorité chargée de l'administration est accusée de tolérer une espèce de travail forcé; or, cette allégation n'a pas été insérée dans le corps même de la pétition, probablement parce que les pétitionnaires se rendaient compte qu'elle était sans fondement. Il serait possible de remédier à toute injustice de ce genre si cette plainte était présentée à l'administrateur du district.

Répondant à des questions de M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) et de M. SCOTT (Nouvelle-Zélande), M. ENSOR (Représentant spécial) explique que les pétitionnaires représentent une proportion insignifiante de la population totale de la région de Gonja, dans le Territoire, et qu'ils ne sont donc pas en mesure de soumettre aux autorités compétentes des arguments suffisamment convaincants pour que celles-ci incorporent leur pays à la région de Krachi. Il est fort probable que les huit signataires de la pétition sont les seuls à appuyer cette revendication. Aucun fonctionnaire du Gouvernement n'a assisté à la réunion au cours de laquelle les Nawuris ont adopté leur résolution.

Répondant à M. QUESADA ZAPIOLA (Argentine), M. ENSOR (Représentant spécial) dit que les accusations selon lesquelles les Nanjuroset les Nawuris auraient été placés, en 1935, sous une autorité différente sont dépourvues de fondement. C'est effectivement au cours de cette année que la création de l'Autorité indigène a été officiellement annoncée, mais cet acte n'a fait qu'entériner l'état de choses existant; il n'a pas fait passer les pétitionnaires sous une autorité étrangère. Cette plainte n'a pas été examinée par la Commission consultative permanente parce que cet organe ne s'est pas occupé de la réorganisation administrative à l'intérieur d'un Territoire sous tutelle.

Répondant à des questions de M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique), de M. WENDELEN (Belgique) et de M. SCOTT (Nouvelle-Zélande), M. ENSOR (Représentant spécial) précise que la pétition a été soumise avant que la région de Krachi n'ait été officiellement détachée du Togo du Nord et rattachée au Togo du Sud. Bien que cette possibilité fût connue de tous, il est douteux qu'elle ait amené les pétitionnaires à présenter leur plainte. D'autre part, faisant partie de la région septentrionale du Territoire, la population jouit de certains avantages qui n'existent pas dans la partie méridionale, le Nord reçoit plus souvent des subventions destinées à l'enseignement et la formation des instituteurs y est meilleure. Enfin, l'Autorité chargée de l'administration n'a pas approuvé le rattachement à la région de Krachi.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que la résolution relative à cette pétition devrait inviter l'Autorité chargée de l'administration à mettre fin aux pratiques antidémocratiques alléguées par les pétitionnaires, qui portent atteinte aux droits des habitants autochtones, et devrait recommander que l'Autorité chargée de l'administration donne une suite favorable à la demande des pétitionnaires.

M. ENSOR (Représentant spécial) fait observer qu'en adoptant la proposition de l'URSS, on obligerait la grande majorité d'une population à passer sous une administration locale différente pour satisfaire au désir d'une minorité insignifiante.

M. WENDELEN (Belgique), appuyé ensuite par M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique), estime que le Comité n'est pas compétent pour tracer des limites entre les différentes parties du Territoire sous tutelle. Dans sa résolution, il devrait exprimer l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration continuera à examiner la question et veillera à ce que le tracé des limites de régions satisfasse les désirs de la majorité des habitants intéressés.

Le PRESIDENT demande au Secrétariat de rédiger des résolutions reflétant les vus des représentants des Etats-Unis, de la Belgique et de la Nouvelle-Zélande, d'une part, et du représentant de l'URSS, d'autre part.

Pétition de Nana Akompi Firam III (T/PET.6/220; T/925)

M. ENSOR (Représentant spécial) déclare qu'à la suite d'un changement de politique qui est intervenu au début de l'année 1951, le pétitionnaire a reçu le droit d'importer la voiture en question.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) estime que, dans sa résolution, le Conseil devrait prendre acte du fait qu'il a été donné suite à la requête du pétitionnaire.

Pétition de Togbi Alphons Komla Gadjé VII et Togbi Konda (T/PET.6/223; T/930)

M. ENSOR (Représentant spécial) rappelle les circonstances qui entourent la pétition (T/930) et annonce que les terres en question ont été vendues aux deux chefs, leur offre ayant été acceptée par le séquestre des biens ennemis. Il a donc été donné une suite favorable à la requête des pétitionnaires.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que pour la résolution sur cette question, le Comité pourrait adopter la même formule que pour la résolution relative à la pétition précédente.

Pétition de M. Agbontor K. Ico (T/PET.6/241)

M. ENSOR (Représentant spécial) ne croit pas que le Conseil doive prendre quelque mesure que ce soit au sujet de cette pétition, les accusations

qui y figurent étant dépourvues de tout fondement : le pétitionnaire a écrit sa lettre à l'école supérieure, l'une des trois écoles existant dans la région, et il existe un hôpital à dix milles de cette école. Le pétitionnaire doit avoir environ quinze ans et faire ses études à l'école en question.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que la plainte ne porte pas seulement sur la région dans laquelle réside le pétitionnaire, mais sur l'ensemble du Territoire, et que c'est donc à ce titre-là qu'il faut l'examiner.

M. WENDELEN (Belgique), M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) et M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) estiment qu'il conviendrait de respecter et d'approuver le vif intérêt que porte le pétitionnaire à la situation de son pays et que la résolution du Conseil devrait l'assurer que le progrès en matière d'enseignement et le progrès social du Territoire sont l'objet d'un examen constant.

M. QUESADA-ZAPIOLA (Argentine) se demande si, en raison de l'intérêt que porte le pétitionnaire à ce progrès, l'Autorité chargée de l'administration ne pourrait pas inscrire son nom sur la liste des étudiants candidats à une bourse d'études.

La séance est levée à 12 heures 50.